

Parti Evangélique Suisse

Secrétariat Général

Josefstrasse 32

8021 Zürich

Tél. 044 272 71 00

Fax 044 272 14 37

info@evppev.ch

www.evppev.ch

Office fédéral de l'environnement
Section climat
3003 Berne

Zurich, le 16 février 2009

Révision de la loi sur le CO².

Réponse du Parti Evangélique Suisse (PEV) suite à la procédure de consultation.

Monsieur le Conseiller fédéral,

Madame, Monsieur,

Le PEV vous transmet ses remerciements quant à la possibilité de prendre position sur ces propositions de modifications et vous fait volontiers part de ses remarques.

Les réponses et remarques ont été introduites directement dans le questionnaire mis à disposition et transmis en annexe.

Nous vous remercions pour le précieux travail accompli et vous transmettons, M. le Conseiller fédéral, Madame, Monsieur, nos salutations distinguées.

PARTI EVANGELIQUE SUISSE (PEV)



Président du Parti
Heiner Studer



Secrétaire général
Joel Blunier

Questions aux participants à la consultation

(A) Questions concernant les objectifs définis pour la politique climatique de la Suisse

A1 Variantes: dans le projet mis en consultation, le Conseil fédéral soumet deux variantes concernant la stratégie climatique de la Suisse. Elles sont désignées sous les noms de variante 1 « objectifs climatiques contraignants » et de variante 2 « étapes contraignantes en vue de la neutralité climatique ». Dans ce contexte, il serait intéressant de connaître les préférences concernant l'une ou l'autre de ces variantes.

A1.1	La Suisse doit-elle opter pour la variante 1 « objectifs climatiques contraignants »?	<input checked="" type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> non
A1.2	La Suisse doit-elle opter pour la variante 2 « étapes contraignantes en vue de la neutralité climatique »?	<input type="checkbox"/> oui	<input checked="" type="checkbox"/> non

Autres remarques concernant le choix de la variante:

Le PEV se prononce en faveur de cette variante A1.1, car il considère qu'il est préférable de favoriser la diminution des émissions de CO2 au maximum par des actions intérieures plutôt que par l'acquisition de certificats étrangers qui ne favorisent pas les mesures actives. Il n'est pas souhaitable de se reposer sur les possibilités financières de la Suisse afin de réaliser des objectifs climatiques qui doivent dépendre de l'investissement de chacun au quotidien sur notre territoire. C'est pourquoi la version A1.1 est celle privilégiée par le PEV, bien que les objectifs totaux soient plus modestes que ceux de la version A1.2.

A2 Questions concernant la variante 1 « objectifs climatiques contraignants »: l'objectif de la variante 1 est que d'ici à 2020 les émissions de gaz à effet de serre imputables à la Suisse soient dans l'ensemble réduites de 20 % par rapport à 1990, La Confédération préconise des mesures intérieures. L'économie privée peut toutefois acquérir des certificats étrangers, mais leur part ne doit pas dépasser ¼ des réductions. Si l'UE et d'autres pays s'engagent à fournir des efforts comparables, la Suisse élèvera son objectif de réduction à 30 %. Dans ce cas, environ 20 % des réductions requises devraient être obtenus par des mesures intérieures et environ 10 % par des mesures réalisées à l'étranger. Une question qui doit également être examinée est de savoir si, en plus de l'objectif global, il y aurait lieu de fixer des objectifs partiels pour certains gaz à effet de serre ou des objectifs sectoriels pour des groupes spécifiques d'émetteurs. Dans l'optique d'une concrétisation de la variante « objectifs climatiques contraignants », les positions concernant les questions suivantes nous intéressent:

A2.1	L'objectif de réduction proposé dans la variante 1 est-il approprié pour la Suisse?	<input checked="" type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> non
A2.2	Devrait-on fixer, en plus de l'objectif global, des objectifs partiels supplémentaires pour certains gaz à effet de serre?	<input checked="" type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> non
A2.3	Devrait-on fixer, en plus de l'objectif global, des objectifs sectoriels pour des groupes spécifiques d'émetteurs?	<input checked="" type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> non

Autres remarques concernant la variante 1:

Le PEV se prononce en faveur des objectifs de réduction proposés dans cette variante. Il est préférable que les objectifs fixés soient atteignables et non trop idéalistes et que la Suisse tienne ses résolutions plutôt que de se voir devant un but inatteignable et décourageant. De plus, si l'objectif fixé était atteint plus rapidement que prévu, il serait tout à fait imaginable de fixer un nouvel objectif plus ambitieux dans un deuxième temps.

Des objectifs spécifiques pour certains gaz à effet de serre sont également préconisés afin de pouvoir détailler dans chaque cas des mesures et des objectifs appropriés, ce qui permet de différencier les différents gaz, leur origine et les actions à entreprendre pour chacun d'eux.

Les objectifs sectoriels sont également à mettre en place afin de permettre une répartition équitable des quotas de diminution à atteindre. Cela doit permettre au concept de « pollueur-payeur » d'être appliqué ici aussi.

Il est cependant nécessaire d'instaurer et de définir des buts spécifiques et intermédiaires afin d'atteindre ces objectifs. Cela doit permettre de pouvoir faire des évaluations intermédiaires et finales, d'assurer une planification efficace et d'avoir ainsi un calendrier auquel se rapporter.

Que se passe-t-il si les buts et objectifs ne sont pas atteints ? Cette question paraît tout à fait légitime au PEV et souhaite pouvoir trouver dans la loi en question des réponses à celle-ci.

A3 Questions concernant la variante 2 « étapes contraignantes en vue de la neutralité climatique »:
l'objectif de la variante 2 est que d'ici à 2020 les émissions de gaz à effet de serre imputables à la Suisse soient dans l'ensemble réduites de 50 % par rapport à 1990, dont 15 % par des mesures intérieures et 35 % par des mesures réalisées à l'étranger. Dans l'optique d'une concrétisation de la variante « étapes contraignantes en vue de la neutralité climatique », l'aspect qui nous intéresse plus particulièrement concerne la perspective à plus long terme d'une neutralité climatique ainsi que les éventuelles décisions stratégiques en cas de hausse des prix des certificats, d'où les questions suivantes:

A3.1	L'objectif de réduction proposé dans la variante 2 est-il approprié pour la Suisse?	<input checked="" type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> non
A3.2	Estimez-vous qu'il est nécessaire que l'objectif de réduction soit retiré en cas de hausse importante des prix des certificats?	<input type="checkbox"/> oui	<input checked="" type="checkbox"/> non
A3.3	La neutralité climatique à partir de 2030 est-elle un objectif approprié pour la Suisse?	<input type="checkbox"/> oui	<input checked="" type="checkbox"/> non

Autres remarques concernant la variante 2:

La question de la neutralité climatique est, aux yeux du PEV, tout à fait légitime et souhaitable, bien que ce but puisse paraître utopique. Il est néanmoins essentiel de fixer des délais pour cette neutralité afin de que l'on se préoccupe activement de cette question et que toutes les mesures possibles soient prises en ce sens.

Cependant les mesures proposées pour atteindre cette neutralité ne sont pas adaptées. Il n'est pas acceptable que la Suisse recherche cette neutralité par l'achat de certificats extérieurs en de telles proportions plutôt que de se concentrer à agir de manière efficace en Suisse.

(B) Questions concernant les instruments et les mesures de politique climatique de la Suisse

Tout comme les objectifs définis, les instruments et les mesures mis en œuvre afin d'atteindre les objectifs de réduction fixés par la politique climatique suisse doivent faire l'objet d'une discussion différenciée. Certains instruments et mesures peuvent être combinés tant à la variante 1 « objectifs climatiques contraignants » qu'à la variante 2 « étapes contraignantes en vue de la neutralité climatique »; d'autres, en revanche, dépendent de la stratégie choisie.

B1 Mesures / Instruments indépendants de la stratégie: différents instruments et mesures indépendants de la stratégie peuvent être mis en œuvre pour l'atténuation des changements climatiques ainsi que pour l'adaptation à ceux-ci.

Mesures d'atténuation des changements climatiques: l'éventail des mesures possibles en vue d'atténuer les changements climatiques est large. Il va des prescriptions en matière d'émissions à l'encouragement des innovations et des technologies respectueuses du climat, en passant par des taxes d'incitation et l'acquisition de certificats de projets de protection du climat réalisés à l'étranger. L'encouragement des innovations et des technologies respectueuses du climat peut en outre renforcer la compétitivité de la Suisse. Aussi, dans le cadre de la mise en consultation du présent projet, les positions concernant les questions suivantes nous intéressent-ils plus particulièrement.

B1.1	Le système d'échange de quotas d'émission de la Suisse doit-il être aménagé de manière à pouvoir être rattaché à celui de l'UE?	x oui	<input type="checkbox"/> non
B1.2	Pour les certificats étrangers, la Confédération doit-elle effectuer un contrôle de qualité supplémentaire selon des normes nationales?	x oui	<input type="checkbox"/> non
B1.3	Le Conseil fédéral doit-il pouvoir introduire des prescriptions en matière d'émissions pour les principaux groupes d'émetteurs?	x oui	<input type="checkbox"/> non
B1.4	La Confédération doit-elle soutenir des innovations respectueuses du climat par des initiatives ciblées et mettre à disposition à cet effet des ressources publiques supplémentaires?	x oui	<input type="checkbox"/> non

Autres remarques concernant les mesures en vue de lutter contre les changements climatiques:

Par rapport à la question B1.2. Des contrôles supplémentaires sont certainement une source de coûts supplémentaires, mais restent nécessaire afin de s'assurer que les certificats étrangers proviennent de projets/mesures efficaces et réellement respectueux de l'environnement. Le PEV, souhaite néanmoins introduire une limite à ces contrôles supplémentaires : ceux-ci ne devraient pas être nécessaire lorsque l'UE a déjà certifié les certificats comme étant de qualité. En effet, si le système d'échange de quotas de la Suisse est rattaché à celui de l'UE, les niveaux de contrôle de qualité sont déjà adaptés et des contrôles supplémentaires inutiles.

Mesures d'adaptation aux changements climatiques: on entend par là en particulier des mesures concernant l'agriculture, la santé, la protection de la population, l'approvisionnement en eau ainsi que la protection contre les dangers naturels. A ce sujet, les positions concernant les questions suivantes nous intéressent:

B1.6	Les mesures d'adaptation aux changements climatiques doivent-elles faire partie intégrante de la politique climatique suisse?	x oui	<input type="checkbox"/> non
B1.7	S'agissant de la prévention des nouveaux risques découlant des changements climatiques, la Confédération doit-elle assumer une fonction de coordination?	x oui	<input type="checkbox"/> non
B1.8	S'agissant des mesures d'adaptation aux conséquences des changements climatiques, la Confédération doit-elle assumer une fonction de financement?	x oui	<input type="checkbox"/> non

Autres remarques concernant les mesures d'adaptation:

Les mesures d'adaptation aux changements climatiques font partie intégrante de la politique climatique de la Suisse. La question est de savoir si des mesures spécifiques relatives à cette problématique doivent être intégrées dans le cadre de la révision de la loi sur le CO₂. Si tel doit être le cas, il est nécessaire de renommer cette loi « Loi sur le climat et sa protection ». Si la loi n'est pas renommée, cette question d'adaptation aux changements climatiques doit être considérée de manière adéquate et traitée dans une loi séparée.

B2 Mesures et instruments de la variante 1 « objectifs climatiques contraignants »: dans le cadre de la variante 1, il y a lieu d'examiner la possibilité de mettre en œuvre des instruments alternatifs pour la réduction des émissions, par exemple l'introduction de prescriptions plus sévères, ou encore des encouragements et des incitations plus ciblés. Un autre aspect qui nous intéresse est la relation entre le montant de la taxe sur le CO₂ et l'évolution du prix du pétrole, d'où les questions suivantes:

B2.1	Devrait-on introduire à la place de la taxe sur le CO ₂ d'autres instruments en vue de réduire les émissions?	x oui	<input type="checkbox"/> non
------	--	--------------	------------------------------

B2.2	Le montant de la taxe sur le CO ₂ doit-il être couplé au prix fluctuant du pétrole?	<input type="checkbox"/> oui	x non
------	--	------------------------------	--------------

Autres remarques concernant les mesures et les instruments de la variante 1:

Par rapport à la question B2.1, le PEV se prononce en faveur d'autres instruments en vue de réduire les émissions, non pas « à la place de », mais « en plus de » ce qui doit permettre d'instaurer des mesures différentes. L'on pourrait par exemple proposer des transports publics moins onéreux afin de promouvoir leur utilisation, ou encore un soutien à la recherche scientifique pour des moteurs fonctionnant à l'énergie solaire.

Pour la question B2.2., cela paraît être une bonne idée, mais très compliquée à mettre en place. Le PEV souhaite que les mesures de réduction de CO₂ soient applicables de manière simple et efficace, ce qui ne semble pas pouvoir être le cas ici.

B3 Mesures et instruments de la variante 2 « étapes contraignantes en vue de la neutralité climatique »: dans le cadre de la variante 2, les positions concernant l'acceptation d'instruments alternatifs afin d'imposer l'obligation de compensation, par exemple des prescriptions lors de l'importation, ainsi que la question de l'obligation de compensation en elle-même, nous intéressent. Il y a en outre lieu de déterminer si, à partir de 2030, lorsque la Suisse aura atteint la neutralité climatique, tous les gaz à effet de serre de tous les émetteurs, notamment le méthane et le protoxyde d'azote issus de l'agriculture, le CO₂ issu de l'incinération des déchets et de la production de ciment et les gaz à effet de serre synthétiques des fluides frigorigènes, devraient être soumis à une obligation de compensation. Les questions y relatives sont les suivantes:

B3.1	Devrait-on introduire à la place de la taxe sur le CO ₂ des instruments alternatifs afin d'imposer l'obligation de compensation?	<input type="checkbox"/> oui	x non
------	---	------------------------------	--------------

B3.2	Les importateurs de combustibles et de carburants fossiles devraient-ils en particulier être soumis à une obligation de compensation?	<input type="checkbox"/> oui	x non
------	---	------------------------------	--------------

B3.3	Tous les gaz à effet de serre et tous les émetteurs devraient-ils être soumis à une obligation de compensation afin de parvenir à la neutralité climatique à partir de 2030?	x oui	<input type="checkbox"/> non
------	--	--------------	------------------------------

Autres remarques concernant les mesures et les instruments de la variante 2:

C Questions concernant le financement de la politique climatique de la Suisse

Parallèlement aux questions concernant les objectifs ainsi que les instruments et les mesures de politique climatique, il y aura lieu de décider de la question du financement de la politique climatique suisse. Le financement peut se faire soit selon le principe du pollueur-payeur (p. ex. à partir d'une taxe sur le CO₂), soit par les ressources générales de la Confédération. Dans ce contexte, les positions concernant les questions suivantes nous intéressent:

C1.1	Faut-il préférer un financement des mesures de réduction des émissions selon le principe du pollueur-payeur à un financement à partir des ressources générales de la Confédération ?	<input type="checkbox"/> oui	x non
C1.2	Faut-il préférer un financement des mesures d'adaptation selon le principe du pollueur-payeur à un financement à partir des ressources générales de la Confédération?	<input type="checkbox"/> oui	x non

Autres remarques concernant le financement de la politique climatique de la Suisse:

Le PEV propose que le financement de la réduction des émissions soit fait de manière à responsabiliser toute la société suisse. Le modèle proposé est donc le suivant :

Participation aux mesures de réduction et d'adaptation à hauteur de 2/3 selon le principe de « pollueur-payeur » et à hauteur de 1/3 par les ressources générales de la Confédération.